

Grand débat : plus d'équité et de transparence



Le Grand débat national, organisé par le Conseil de développement, a réuni environ 80 personnes, à l'Asphodèle.

Ouest-France

Le Grand débat national a permis de nombreuses prises de parole (une quarantaine), mardi soir, à l'Asphodèle. Environ 80 personnes, dont une majorité de retraités, y ont pris part.

Sur le volet de la fiscalité et des dépenses publiques, comme à Muzillac la semaine dernière, de nombreux participants réclament plus d'équité, fil rouge des échanges. « **Qu'on arrête de financer les anciens présidents de la République !** » lance une dame, tandis qu'une retraitée demande « **la suppression des cotisations maladie sur les retraites complémentaires** ». « **Qu'on nous donne une bonne raison de vendre Aéroports de Paris et la Française des jeux** », ironise aussi un participant. Parmi les mesures qui auront également le plus de gommettes vertes (d'approbation) à la fin : « **l'égalité des régimes de retraite** », espère un artisan, la réindexation des retraites sur l'inflation, la suppression de la TVA sur les produits de première nécessité,

Perte de confiance

En matière de démocratie et citoyenneté, si les participants ne souhaitent pas la disparition du Sénat, ils aimeraient « **une sanction pour les députés absents au moment des votes** », souligne une citoyenne. « **Et un casier vierge pour les élus.** » « **Moi, renchérit un homme, je suis contre la loi anticasseurs. Si on continue, on va transformer les préfets en procureurs et anticiper les futurs délits !** » La transparence sur l'action des lobbies et le Ric (Référendum d'initiative citoyenne) préoccupent aussi les débatteurs. Il est souvent question, ici, d'une perte de confiance envers les élus. « **On a bossé sur la Politique agricole commune ? Pour rien. Manifesté contre la loi travail ? Pour rien. Comment on peut s'exprimer ? Avec les Balkany et tous ces gens-là, moi je n'ai plus confiance** », lâche un agriculteur. « **Reconnaissons le vote blanc !** »

Le débat a aussi abordé l'organisation de l'État et des services publics. Les participants veulent bien donner plus de pouvoir et de budget aux élus locaux et à la Région, plutôt qu'au Département, qu'ils envisagent de supprimer. « **Qu'on relance la décentralisation** », réclame un homme. « **J'aimerais qu'on arrête le pantouflage des hauts fonctionnaires dans le privé** », lâche aussi un citoyen. Beaucoup interviennent pour sauvegarder les services publics locaux « **sans se poser la question de leur rentabilité** ». « **Avec les trains, TER et cars, il faudrait mieux utiliser l'existant** », ajoute aussi un homme.

Méfiance sur la voiture électrique

En parlant des transports en commun, la transition est toute trouvée pour le volet écologique. Alors qu'une jeune femme plaide pour « **des parkings relais entre les grandes villes** », beaucoup émettent des doutes sur les voitures électriques : « **Quel est le vrai prix des batteries, quel recyclage, quel minerai, et à quel prix serait le kilowatt si tous les Français s'y mettaient ?** » s'inquiète un monsieur. Parmi les revendications : le développement du feroutage, la taxation du kérosène et du fioul lourd, un coup de pouce à l'agroécologie et au photovoltaïque.

Enfin, la parole étant libre, quelques thèmes, ne rentrant pas vraiment dans les quatre catégories, se sont invités : la reconnaissance des médecines douces, la revitalisation des centres-bourgs, la revalorisation des pensions pour handicapés, la révision des 80 km/h (pour laquelle les avis divergent). Sans oublier la fracture numérique. « **Là où j'habite, à 5 km du bourg, déplore un homme, c'est même pas la peine d'aller sur Internet le mercredi après-midi et le samedi.** »